

Revaloriser le travail Augmenter les salaires tout de suite

Le mot d'ordre «Travailler plus pour gagner plus», sur lequel N. Sarkozy a bâti une partie de son succès électoral a de nouveau été au centre des «mesures» annoncées par le Président de la république ce 29 novembre. C'est que 7 mois après son entrée à l'Elysée, pas l'ombre d'un gain supplémentaire de salaire pour le plus grand nombre, mais une dégradation continue du pouvoir d'achat.

Augmentation des salaires... mots Tabous

Le mécontentement face à cette promesse non tenue augmente. Nicolas Sarkozy est obligé de le reconnaître. Du coup, il accuse les 35 heures, et revient à son idée fixe : c'est parce qu'on ne travaille pas assez. Mais c'est un mensonge. Beaucoup de salariés travaillent déjà beaucoup trop et souffrent au travail. Alors que beaucoup d'autres voudraient travailler plus en ne se faisant pas imposer un temps partiel, ou tout simplement avoir un travail.

Ceux qui se lèvent tôt voient leur salaire rogné, ceux qui dorment sur leurs rentes s'enrichissent.

L'INSEE le dit dans sa dernière étude («France Portrait social 2007») : le pouvoir d'achat global a stagné depuis 1978 ! Et compte tenu du temps partiel imposé, 30% des salariés gagnent moins de 956 € net par mois pour les hommes et 617 € pour les femmes. 50% des salariés gagnent moins de 1 368 € net par mois pour les hommes et 1 115 € pour les femmes. Voilà la réalité des salaires dans la France de 2007 !

Mais les salaires des grands patrons du Cac 40 sont fabuleux, sans compter les stock-options et les parachutes en or des PDG. Quant au Président de la République lui-même, il a triplé son salaire : de 6000 € net mensuel à 19 000 €. Etrangement, les journalistes se sont abstenus de l'interroger là-dessus.

La vérité, c'est que les inégalités explosent : les 10% des ménages les plus pauvres ne possèdent en patrimoine que 2110 € en moyenne, alors que les 10% des ménages les plus riches en possèdent 450 000 € .

Les exonérations de prélèvements sociaux encouragent les patrons à payer moins

N. Sarkozy veut faire purement et simplement sauter le «verrou» des 35 Heures; Il nous dit «faites des heures sup... et travaillez le dimanche, vous gagnerez plus» : ce sont donc les patrons qui décideront selon leur bon vouloir. En favorisant les dégrèvements de cotisations sociales sur les salaires les plus bas, il les pousse à la baisse des salaires, et il aggrave les déficits des comptes sociaux.



Jamais le Président de la République ne parle des conséquences désastreuses du temps partiel imposé en premier lieu aux femmes, ni la précarité généralisée qui font qu'en France aujourd'hui, plus de 7 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté.. Derrière ses discours, il cache cette vérité : en dix ans, la part des actionnaires sur les richesses produites par le travail a explosé : 150 milliard d'euros par an sont passés de la poche des salariés à la leur. Voilà pourquoi il faut et il est possible, tout de suite, d'augmenter les salaires.

Des mesures urgentes s'imposent

Convoquer une vraie négociation sur les salaires dans le privé et dans le public. Un vrai Grenelle tripartite, syndicats, employeurs, représentants de l'Etat.

Agir concrètement sur les inégalités de salaires hommes/femmes. On ne

peut se satisfaire de déclaration d'intention, il faut fixer le calendrier, engager dans chaque entreprise, publique ou privée, les collectivités territoriales, des conférences pour l'égalité, adopter des sanctions dissuasives contre ceux qui ne s'y soumettent pas, établir des procédures claires et simples de recours.

Engager une vigoureuse offensive contre le temps partiel imposé en premier lieu aux femmes qui nourrit la pauvreté et conduit parfois à l'exclusion sociale.

Faire cotiser les revenus financiers au même titre que les salaires, en modulant l'assiette des cotisations sociales pour pénaliser les entreprises qui font le choix de la finance contre celui du travail pour assurer une protection sociale de qualité.

Revaloriser le SMIC à 1500 € mensuel, les pensions et retraites, relever les indemnités de chômage et allonger les durées d'indemnisation, revalori-

ser les minima sociaux, RMI, minimum vieillesse, Allocation adultes handicapés... etc. Notre pays compte plus de 7 millions d'hommes et de femmes vivant au dessous du seuil de pauvreté, ce n'est pas tolérable.

Bloquer les prix des loyers sociaux du public et du privé

Baisser la TVA sur les produits de consommation populaire. Et pour combattre les marges excessives des grands distributeurs tout en préservant des prix rémunérateurs aux producteurs, instaurons le double étiquetage prix de vente aux consommateurs / prix d'achat au producteur, (amendement communiste voté en première lecture le 27 novembre à l'AN)

Baisser la Taxe intérieure sur les produits pétroliers et taxer les profits pétroliers de Total, 12 milliards d'euros encore cette année.

Nous ne sommes pas tous logés à la même enseigne

En 2006, Bernard Arnault (LVMH) a touché l'équivalent de 27 000 années de Smic net en dividendes et les revenus de Louis Schweitzer (ex-Renault) se sont montés à un millénaire de Smic... 100 ans, 500 ans, jusqu'à 27 millénaires de Smic en une année. Même une fois les impôts payés (non comptabilisés dans les données ci-contre), les émoluments des grands patrons - publiés par le magazine Capital - demeurent considérables. Le millénaire de Smic de l'ex PDG de Renault, Louis Schweitzer (devenu président de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, la Halde) ont de quoi faire rêver les salariés du groupe. Mais les plus gros bonus viennent des dividendes : avec 326 millions d'euros en 2006, Bernard Arnault (PDG de LVMH, numéro un du secteur du luxe) encaisse 27 000 ans de Smic. Et comme le souligne Capital, les revenus de certains ont augmenté de 25 % en un an.

La vérité sur le pouvoir d'achat est à établir

L'indice des prix à la consommation (IPC) nous dit que tout va bien : l'inflation est maintenue dans des limites raisonnables +0,1 en moyenne. Mais ce que l'on voit, c'est le contraire : «tout augmente» ou presque. C'est si évident que N. Sarkozy a dû le reconnaître. Par exemple, de 2001 à 2006, la visite chez le médecin a augmenté de 20%, l'essence (bon an mal an) de 22%, le gazole et GPL +36%, le fuel domestique +66%. Les loyers n'ont cessé de progresser de près de 3% par an...etc. En fait, l'indice est trompeur. Par exemple, il ne tient pas compte du fait que, pour les revenus modestes, le loyer représente plus de 40% de la «consommation» mensuelle, et non pas 6%. Et cela est vrai pour toutes les autres dépenses obligatoires : transports, énergie, alimentation, santé, etc. Il est donc urgent de se doter d'un indice objectif établi par un collège pluraliste indépendant du pouvoir.